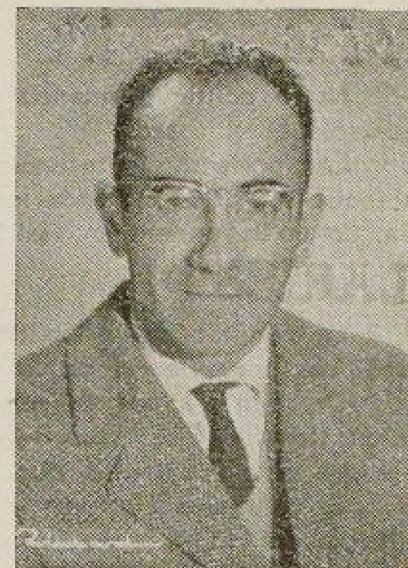
CIRCONSCRIPTION DE DAX

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962



Xavier Defos du Rau vous parle :

ELECTRICES, ELECTEURS !

Il y a quatre ans, en 1958, on vous avait promis la stabilité dans les institutions, l'autorité dans l'Etat, l'économie dans nos finances, l'union dans les esprits, la grandeur et la paix dans nos territoires et à l'extérieur.

Il est temps, aujourd'hui, de faire le point au moment où vous avez à désigner votre député.

DESORDRE ET INSTABILITE

La Constitution violée de multiples fois ; les ministres perpétuellement changés ; un Parlement réduit à l'état de figuration muette ; une administration contrainte au garde-à-vous ; une justice bafouée ; la liberté individuelle à la merci de l'arbitraire ; une radio-télévision aux ordres d'une propagande partisane ; une armée condamnée au parjure ; la Communauté des peuples d'outre-mer volatilisée ; l'Algérie bradée ; nos frères « pieds noirs » réduits au triste choix de « la valise » ou du « cercueil » ; l'intégration européenne compromise au profit de rêves ; l'alliance atlantique ébranlée ; un chef d'Etat ne parvenant à rester qu'en menaçant de partir ; tel est le **bilan** schématique de quatre années de **vantardises grandiloquentes et de promesses bafouées.**

Le pouvoir actuel, né dans l'**enthousiasme** et l'**unité,** a fondé son action sur la **ruse** et la **dissimulation,** sa stabilité sur le **chantage,** l'ordre sur la **menace,** la justice sur la **contrainte,** l'adhésion des esprits sur la **propagande** et la publicité : c'est-à-dire sur les moyens que seuls les **faibles** emploient pour faire croire à une force disparue.

Le **mépris** du pouvoir pour le peuple s'est manifesté à la fois par le **mépris de la parole donnée** promu au rang de méthode de gouvernement, et par un **marchandage alimentaire** sans pudeur (« Votez OUI et j'augmente les salaires »).

En définitive, en quatre années, et malgré des apparences trompeuses ou les affirmations tendancieuses, tout ce qui sert de rouage matériel ou de cadre moral à une nation civilisée, a été soigneusement détruit : comment s'étonner dès lors que la **violence** soit descendue dans la rue ? Que des groupes professionnels pour se faire entendre soient obligés de barrer les routes, d'arrêter les trains ou de prendre d'assaut les bâtiments publics ? Que les **victimes** d'une politique inhumaine conçue sans cœur et imposée par force en violation du droit aient été contraints à une résistance désespérée ; comment s'étonner que des éléments troubles ou télécommandés aient profité de cette confusion et de ce désordre pour eux-mêmes exaspérer davantage les esprits ?

Nous sommes à la fois en **dictature** et en pleine **anarchie,** et la confusion des esprits et des institutions est telle que **tout est prêt** pour une prise de pouvoir de l'un ou l'autre des extrêmes, et notamment pour une prise de pouvoir par les communistes.

Je doute que ceux d'entre vous qui en 1958 ont sincèrement cru, en votant U.N.R., agir dans l'intérêt du pays, aient voulu un pareil résultat !

Moi-même, en 1958, **quand j'ai invité mes 8 000 électeurs à reporter leurs voix sur le candidat U.N.R., plus favorisé, j'ai cru bien faire !**

JE ME SUIS TROMPE ; J'AI ETE TROMPE ; JE VOUS AI FAIT VOUS TROMPER !

Je m'en excuse. Voyons aujourd'hui comment remédier à cette erreur.

GASPILLAGES ET ECONOMIES

Grâce au pétrole saharien, grâce à une dévaluation, grâce au nom de PINAY bien vu dans les milieux d'affaires, il est certain que le franc a été un moment stabilisé, que notre commerce extérieur et notre production ont amorcé une réelle expansion.

Mais il est faux que ce résultat ait été acquis définitivement et sans dommage. Il est faux que notre économie et nos finances aient été restaurées et assainies.

En effet, depuis 1958, **LE PRIX DE LA VIE N'A CESSE DE MONTER** et atteint aujourd'hui plus de **20 % DE HAUSSE.** L'avantage de la dévaluation de 1958 est actuellement perdu ; nos exportations diminuent et sont inférieures à nos importations ; l'**inflation** menace ; et seul le truquage du budget masque la remise en cause de l'équilibre financier.

D'une part, le gouvernement s'est avéré **incapable d'empêcher les prix de monter** pour le plus grand dommage du **CONSOMMATEUR** (la viande était à 700 francs en 1958, et le vin à 55 francs !) et incapable de réfreiner **les dépenses publiques** ou d'équilibrer les budgets S.N.C.F. ou Sécurité sociale. **RIEN N'A ETE FAIT DANS LA RECHERCHE D'ECONOMIES,** hormis la scandaleuse suppression de la retraite du combattant !

Mais dans le même temps que les prix montaient et que rien n'était fait pour réduire le train de l'Etat, **UN GASPILLAGE EHONTE** présidait à une **POLITIQUE DITE DE PRESTIGE !**

Le **CONTRIBUABLE** a été prié en quatre ans : de financer en Algérie une **guerre,** coûteuse en hommes et en argent, que le gouvernement **voulait délibérément perdre !**

Le contribuable a payé le festival somptueux des **voyages présidentiels** et le prix des forces de sécurité désormais nécessaires.

Le Contribuable a payé les centaines de milliards distribués aux ex-peuples d'outre-mer qui, dans le même temps, nous jetaient par-dessus bord !

Le Contribuable continue à faire vivre le gouvernement F.L.N. qui nous coûte plus de centaines de milliards que les « départements » algériens, et qui ne se gêne pas, en violation formelle avec les soit-disants accords d'Evian, à tuer nos compatriotes ou à spolier leurs biens.

Le Contribuable continue à faire vivre Bourguiba ou Hassan II...

Le Contribuable paie ou va payer **les 2 000 MILLIARDS DE LA FORCE DE FRAPPE ATOMIQUE** qui nous ruinera et ne servira à rien !

Le Contribuable paie les « grandes manœuvres » d'une petite armée désormais privée de son âme, de son honneur, de ses chefs et de sa raison d'être !

SUR TOUS CES POINTS, ON SE GARDE BIEN DE VOUS CONSULTER PAR REFERENDUM.

Ma position est simple : d'une part, suppression de toutes dépenses de « prestige » atomique, présidentiel ou autre ; suspension pendant cinq ans au moins de tout crédit aux ex-pays d'outre-mer qui doivent d'abord faire l'expérience de leur indépendance si chèrement revendiquée. Cela fera déjà **plusieurs milliers de milliards !**

Nous avons à **investir en FRANCE,** pour nous, et pour assurer le reclassement de nos frères rapatriés, ce qui est plus urgent **que la** « promotion » des habitants de l'Oubangui-Chari !

Au moment où nous **manquons d'écoles et de maîtres,** il est scandaleux d'envoyer outre-mer des instituteurs dont le traitement est supérieur à celui pourtant bien modeste de nos enseignants !

Nous avons aussi à alléger les charges de l'Etat en diminuant progressivement le nombre des fonctionnaires qui encombrent les administrations centrales, ce qui permettrait à la fois une économie substantielle, en même temps que la **revalorisation des traitements** des fonctionnaires qui remplissent effectivement une fonction utile et jusqu'ici dépréciée.

VOILA LE PREMIER POINT D'UNE REFORME EFFECTIVE DE NOS FINANCES.

REFORME FISCALE

Si tout ce gaspillage ne nous a pas mené à la faillite, c'est que l'Etat, **malgré les promesses formelles, n'a rien changé au système fiscal.** Or, rappelez-vous les promesses, en 1958, des candidats U.N.R., alors soutenus par les Poujadistes !

En réalité, le système fiscal antérieur non seulement n'a pas été modifié, allégé, simplifié, mais encore il a été **AGGRAVE** : en effet, les abattements et les taux étant restés **les mêmes,** mais les prix montant, le **Contribuable n'a été jamais aussi exploité** qu'à l'heure actuelle !

Nous sommes en droit de demander, notamment à **M. MORAS** qui nous avait promis une action énergique en cette matière, **des comptes pour son inaction** personnelle, pour celle de son parti, et pour celle du gouvernement qu'il n'a cessé de soutenir.

COMMERÇANTS, ARTISANS, INDUSTRIELS !

Notre politique financière est aux mains des représentants de banques, d'affaires et d'intérêts internationaux puissants, et le Parlement n'a rien contrôlé à cet égard.

Les prétendus « technocrates » ont pour seule méthode l'**ASPHYXIE DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT, DE L'ENTREPRISE PRIVEE,** sous prétexte que seuls les « grands magasins, les vastes entreprises sont rentables. Ces messieurs de la haute finance n'ont aucun souci du point de vue humain. Ce qu'ils veulent en réalité, c'est la **concentration entre leurs mains du monopole et de la production, et de la distribution.**

SALARIES !

Le résultat de la politique financière du gouvernement actuel a été une constante **HAUSSE DES PRIX,** une constante **BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT** des travailleurs, qu'ils soient salariés, artisans, commerçants professions libérales ou fonctionnaires.

Or, il **n'y a pas de réforme sociale sans augmentation du pouvoir d'achat.** Une augmentation de salaire, une amélioration de retraite ou de prestations familiales est **illusoire si les prix montent.** La stabilité des prix est la condition essentielle de l'amélioration du niveau de vie, et cette stabilité des prix (plus utile que celle du pouvoir !) ne peut être obtenue que dans le cadre d'une économie assainie de toutes dépenses superflues.

Et continuer à priver le travailleur, qui est un **producteur,** de bénéficier de sa juste part dans l'expansion économique dont on se vante, sème les causes d'une grave injustice et d'un grave **conflit social.**

AGRICULTEURS !

Alors que depuis quatre ans **les prix à la production** n'ont pratiquement **pas augmenté** et que certains ont même **diminué** (la viande sur pied par exemple), vous êtes stupéfaits d'apprendre que **vos produits n'ont cessé d'être payés plus cher par le consommateur !**

C'est à la fois pour vous un scandale et une injustice, et pour le consommateur également !

La cause est simple : le gouvernement s'est avéré incapable de réorganiser les **circuits de distributions** et notamment les prix des transports et la fiscalité indirecte qui pèse sur vos produits.

Voilà pourquoi dans certaines régions les agriculteurs ont été contraints pour se faire entendre d'user de **violences** pour réveiller un pouvoir volontairement indifférent à ces problèmes « d'intendance ».

L'échec du gouvernement prouve le bien-fondé de ce que je n'ai jamais cessé de soutenir : c'est dans la liberté de l'organisation de la profession par elle-même, au moyen notamment de COOPERATIVES, que le problème sera partiellement résolu ; coopératives de production, de ramassage, d'abattage, de conditionnement, d'expédition et s'il le faut de distribution, ainsi que de stockage. Ce ne sont pas des organismes étatiques, lourds et coûteux, qui résoudront le problème. Si on les maintient momentanément, encore faut-il exiger que **LE PRODUCTEUR Y SOIT REPRESENTE EN MAJORITE.**

Par ailleurs, nous vous signalons une grave menace : sous prétexte de réorganisation et de planification, le gouvernement de nos « technocrates » prépare une véritable **collectivisation de l'exploitation agricole** par **suppression de l'exploitation familiale.** Les prétextes tirés du morcellement excessif dans certaines régions ne sont que des cas particuliers qui ne justifient nullement les mesures générales qui, inexorablement, **préparent la voie au COMMUNISME COLLECTIVISTE.** Les SAFER notamment, du moins conçues comme elles le sont, constituent un risque d'une exceptionnelle gravité

PRINCIPES D'ACTION ECONOMIQUE ET SOCIALE

Sur tous ces graves problèmes concernant le commerce, l'artisanat, l'entreprise, l'agriculture, ma position est connue et invariable :

Je suis de ceux qui estiment que **LA LIBERTE** du travail, de l'entreprise **privée, du commerce privé, de l'exploitation agricole ou industrielle privée,** notamment dans le cadre de **l'activité familiale,** constitue la garantie matérielle de la LIBERTE tout court, comme la liberté syndicale, la liberté de la presse et de l'information, de la parole et de l'éducation en constitue la garantie morale.

Ces libertés sont essentielles. Sans elles, l'individu perd toute dignité pour être broyé dans les rouages anonymes de l'Etat ; avec elles, l'individu et la famille peuvent atteindre à l'épanouissement matériel et moral qui est le but de notre civilisation ; avec elles sont sauvegardées les **valeurs morales et spirituelles** hors desquelles le **matérialisme envahissant et commercialisé** deviendrait maître.

Le rôle de l'Etat est de garantir ces libertés, de les protéger contre les abus, car la liberté des uns peut être oppression de la liberté des autres ; de les aider par le **crédit** sur le plan matériel. Mais en aucun cas nous ne consentirons à voir l'Etat étouffer ce qui fait la dignité de l'homme.

DEMOCRATE ET « SANS PARTI »

Le seul moyen d'éviter les périls que je viens de dénoncer et de promouvoir les réformes que je viens d'esquisser, réside dans le regroupement effectif de ceux qui demeurent attachés à la liberté et aux valeurs spirituelles.

Il est certain que les PARTIS et les SYNDICATS ont souvent abandonné leur double mission d'éducation et utiles intermédiaires pour se consacrer à une **propagande sommaire à but électoral.** A cet égard, d'ailleurs, le gouvernement, par sa propagande radio-télévisée ou le truchement de son PARTI l'**U.N.R., tombe exactement dans le même abus :** excitation des citoyens, « mise en conditions » par des simplifications outrancières.

Mais l'exemple de l'Italie, de l'Allemagne, de l'Espagne, de la Russie nous montrent aussi **l'effroyable danger du parti unique.** La France se refusera à payer ce tribut à l'U.N.R. !

Il n'en reste pas moins que sous leurs formes actuelles certaines divisions sont artificielles. Bien des « SOCIALISTES », engoncés dans un parti dont les cadres sont des fonctionnaires bourgeois, sont en réalité infiniment plus « conservateurs » que de **jeunes ouvriers ou agriculteurs indépendants !** Et bien des **jeunes** que la politique n'a pas marqués sont utilement et concrètement, par leurs réalisations professionnelles et locales, bien plus « sociaux », bien plus dans le sens du « progrès », que certains intellectuels qui se disent ou se croient « de gauche » mais restent confortablement dans leur fauteuil ou leur conseil d'administration de société !

De sorte qu'estimant qu'une profonde transformation de l'état d'esprit des partis est nécessaire pour correspondre à une **réalité vivante,** c'est, **INDEPENDANT DE TOUT PARTI,** que je me présente à vous.

Comprenant l'urgente nécessité de l'UNION, et sans me demander quelque engagement que ce soit ni aliéner ma liberté, **plusieurs groupes ont décidé de me soutenir :** le **M.R.P.** qui l'a toujours fait, les **INDEPENDANTS-PAYSANS,** le Mouvement Libéral Européen (qui groupe beaucoup de **RADICAUX**). Je veux voir dans ce **FAIT NOUVEAU** la preuve que d'autres que moi comprennent enfin la nécessité d'un rassemblement pour une refonte de nos habitudes politiques.

En effet, vous estimez avec moi qu'il faut voter pour un candidat en fonction de ses **connaissances,** de ses **idées personnelles,** de son caractère et de son dynamisme. Nous avons trop vu et nous voyons trop dans tous les partis, y compris l'U.N.R., des élus qui ne sont que des **instruments anonymes muets et dociles,** ayant abdiqué toute personnalité et parfois même toute conscience !

APPEL AUX JEUNES !

Les jeunes de ma génération, les **hommes de 20 à 40 ans,** qui ne sont encore ni politisés ni résignés à subir les vieilles méthodes et les vieilles querelles, me soutiendront, j'en suis sûr.

Ils savent que mes deux concurrents, U.N.R. et SOCIALISTE, **qui ont vingt ans de plus que moi,** ont toujours conduit leur vie politique dans les ornières ou suivant des méthodes politiques à l'heure actuelle dépassées.

Les JEUNES sont **réalistes, pratiques, concrets,** assoiffés de réalisations **effectives** plus que de « combinaisons » savantes.

Les JEUNES ont aussi et surtout le **DYNAMISME DE L'ENTHOUSIASME ET DE L'IDEAL.** Ils ont supporté depuis vingt ans, dans leur chair même, notamment en Algérie, le poids des erreurs, des carences, des lâchetés de nos aînés. Ce sont eux qui, plus que tous autres, voient leur **avenir** engagé. Ils ont donné suffisamment de preuve de dévouement à une PATRIE souvent meurtrie pour exiger que désormais la politique devienne quelque chose de **propre,** de **désintéressé** et soit exclusivement consacrée à la promotion de l'Homme et du Pays.

C'est dans cet esprit que je vous demande à tous votre confiance.

Xavier DEFOS DU RAU,

Avocat, Conseiller Municipal de DAX,

CANDIDAT D'UNION pour une vraie Démocratie.

DAX. IMP. DUCASSE, DUHON & Cie